

THÉRIEN, Jean-Philippe. *Une voix pour le Sud. Le discours de la CNUCED*. Paris-Montréal, L'Harmattan - Les Presses de l'Université de Montréal, Coll. « Tendances actuelles », 1990, 180 p.

Mohamed Oudebji

Volume 22, numéro 4, 1991

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/702936ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/702936ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Oudebji, M. (1991). Compte rendu de [THÉRIEN, Jean-Philippe. *Une voix pour le Sud. Le discours de la CNUCED*. Paris-Montréal, L'Harmattan - Les Presses de l'Université de Montréal, Coll. « Tendances actuelles », 1990, 180 p.] *Études internationales*, 22(4), 863–864. <https://doi.org/10.7202/702936ar>

pensable de la libéralisation des échanges commerciaux et l'évolution des faits qui conduiront aux grandes décisions des prochaines années.

André JOYAL

*Département d'Administration et d'économie
Université du Québec à Trois-Rivières*

THÉRIEN, Jean-Philippe. *Une voix pour le Sud. Le discours de la CNUCED*. Paris-Montréal, L'Harmattan – Les Presses de l'Université de Montréal, Coll. «Tendances actuelles», 1990, 180 p.

Professeur au Département de science politique de l'Université de Montréal, où il effectue également des recherches sur les organisations internationales et la politique canadienne à l'endroit des pays du Tiers-Monde, M. J.Ph. Thérien étudie dans cet ouvrage l'aspect idéologique des activités de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (connue sous le sigle CNUCED) par rapport au développement international.

L'auteur tente de répondre à une question centrale: comment le discours de la CNUCED légitime-t-il le processus du développement international? Telle est d'ailleurs la problématique fondamentale qui sous-tend son étude. Sa réponse à cette grande question réside dans deux idées directrices. C'est pourquoi, selon lui, la CNUCED soutient – à travers son discours – que le développement correspond, premièrement, à la nécessité de justice internationale; puis, deuxièmement, à l'impératif d'effica-

cité et d'interdépendance du système économique international. Ceci étant dit, on comprend aisément l'articulation du plan général. Celui-ci gravite autour de trois parties. Une première partie consacrée à la dimension historique. La deuxième et troisième partie se rapportent respectivement aux notions de la justice et de l'interdépendance internationales qui constituent bien entendu les fondements normatifs du discours «développementaliste» de la CNUCED.

Sa stratégie d'investigation sur l'idéologie de la CNUCED retient comme référence les six rapports adoptés à l'issue des six Conférences plénières de la CNUCED de 1964 à 1983. Ainsi les six rapports des différents Secrétaires généraux, qui se sont succédé à la présidence de cette organisation, constituent pour ainsi dire le corpus méthodologique sur lequel repose l'analyse de l'idéologie de la CNUCED. Il ne faut pas manquer de rappeler ici que cette organisation est un organe subsidiaire des Nations Unies et qui est chargée de la promotion et de la mise en œuvre du commerce et du développement, mais dans une logique interventionniste. D'où résulte, à la fois, son appellation de Conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement, puis ensuite sa qualification d'«anti-GATT».

Il faut signaler que l'interventionnisme souhaité par la CNUCED passe par une réforme du système commercial et financier existant et qui est dominé par les pays développés à économie de marché *via* le GATT et le FMI. Cette remise en cause des règles actuelles régissant les relations économiques internationales démontre clairement le parti pris de la CNUCED

pour les pays en voie de développement. C'est ce qui explique parfaitement le titre de l'ouvrage: *Une voix pour le Sud, le discours de la CNUCED*. Cette prise de position en faveur des pays du Tiers-Monde, tient au fait que ces pays font face aux «injustices» inhérentes aux rapports économiques internationaux actuels qui entravent toute perspective de développement des pays en question. Cependant il semble légitime de douter, ne serait-ce que partiellement, du bien-fondé de cette argumentation, car la CNUCED a surestimé les possibilités d'un développement «qui devait être extraverti (p. 167)» et engendré par les pays développés à économie libérale. C'est ce qui est essentiellement à l'origine du scepticisme de ces derniers pays à l'égard de cette organisation.

Il est tout à fait impossible, dans un compte rendu de ce type, de passer en revue tout le contenu de cet ouvrage. Toutefois nous nous limitons, dans ce qui suit, à quelques remarques critiques. La première remarque a trait à l'analyse et à l'interprétation de l'idéologie de la CNUCED sur la base des seuls rapports officiels des différents Secrétaires généraux de ladite organisation. Sachant que les travaux de celle-ci donnent lieu à une documentation impressionnante, on aurait souhaité que l'auteur utilise, le cas échéant, d'autres sources importantes tels les résolutions de la Conférence plénière et les rapports détaillés de certaines commissions – de la CNUCED – comme celle sur les produits de base ou celle des articles manufacturés. Une autre remarque critique concerne l'emprise de la CNUCED sur la réalité des relations économiques internationales. Certes, la contribution de cette organisation au processus du déve-

loppement économique des pays du Sud n'est pas très convaincant. Mais il n'en reste pas moins que son bilan d'ensemble ne manque pas de résultats tangibles tels que l'instauration et l'application d'un système généralisé de préférence en faveur de ces pays, l'adoption et la mise en œuvre récente du Fonds Commun pour le financement des accords sur les produits de base, sans compter la participation non négligeable des pays en voie de développement dans la réforme du système monétaire international, etc.

Quoi qu'il en soit de ces constatations critiques, l'ouvrage de J. Ph. Thérien nous éclaire sur la dynamique économique et politique des rapports Nord-Sud. À lire absolument par ceux et celles qui s'intéressent aux relations économiques internationales.

Mohamed OUDEBJI

*Faculté de Droit,
Université Laval, Québec*

ÉTATS-UNIS

DORRANCE, John C., THAKUR, Ramesh, WANANDI, Jusuf, VASEY, L.R., PFALTZGRAFF, Robert L. Jr. *The South Pacific: Emerging Security Issues and U.S. Policy*. Cambridge (Mass.), Institute for Foreign Policy Analysis, Inc., in Association with the Fletcher School of Law and Diplomacy, Tufts University, Coll. «Special Report», 1990, 136 p.

Cet ouvrage fait suite à un rapport spécial de 1990 sur le Pacifique